



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GENERALE

CCPR/SP/48
15 juin 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

REUNION DES ETATS PARTIES
Seizième réunion
New York, 12 septembre 1996

ELECTION, AU TITRE DE LA QUATRIEME PARTIE (ARTICLES 28 A 32)
DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES,
DE NEUF MEMBRES DU COMITE DES DROITS DE L'HOMME, EN REMPLACEMENT
DE CEUX DONT LE MANDAT VIENT A EXPIRATION LE 31 DECEMBRE 1996

Note du Secrétaire général

1. En application de l'article 30, paragraphe 4, et de l'article 32 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la seizième réunion des Etats parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies, pour le jeudi 12 septembre 1996, afin d'élire neuf membres du Comité des droits de l'homme, en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 1996, sur une liste de personnes présentées par les Etats parties (voir annexe I). Les noms des neuf autres membres qui continueront de siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 1998 figurent à l'annexe II.

2. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, et à l'article 34 du Pacte, le Secrétaire général, dans une note verbale datée du 1er mars 1996, a prié les Etats parties de désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, des candidats à l'élection des neuf membres et ce dans un délai de trois mois, c'est-à-dire avant le 1er juin 1996.

3. En application des dispositions de l'article 30, paragraphe 3, du Pacte, le Secrétaire général a l'honneur de reproduire dans la liste ci-dessous, par ordre alphabétique, les noms des personnes dont les candidatures ont été présentées pour élection au Comité des droits de l'homme, en indiquant les Etats parties qui les ont présentées :

Nom du candidatPrésenté par

M. Francisco José Aguilar Urbina	Costa Rica
M. Tamás Bán	Hongrie
M. Marco Tulio Bruni Celli	Venezuela
Lord Colville	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
M. Ismet Dautbasic	Bosnie-Herzégovine
Mme Elizabeth Evatt	Australie
Mme Istora Fazilhodjaeva	Ouzbékistan
M. Laurel B. Francis	Jamaïque
Mme Pilar Gaiatan de Pombo	Colombie
M. Vitali Kriukov	Ukraine
M. Rajsoomer Lallah	Maurice
M. Andreas Mavrommatis	Chypre
Mme Laure Moghaizel	Liban
M. Fasil Nahum	Ethiopie
M. Fausto Pocar	Italie
M. Victor Ramanitra	Madagascar
M. Martin Scheinin	Finlande
M. Issa G. Shivji	République-Unie de Tanzanie
M. Gintaras Svedas	Lituanie
M. Danilo Türk	Slovénie
M. José Urrutia-Ceruti	Pérou
M. Vilenas Vadapalas	Lituanie
M. Maxwell Yalden	Canada

Annexe I

LISTE DES NEUF MEMBRES DU COMITE DONT LE MANDAT
PRENDRA FIN LE 31 DECEMBRE 1996

M. Francisco José Aguilar Urbina	Costa Rica
M. Tamás Bán	Hongrie
M. Marco Tulio Bruni Celli	Venezuela
Lord Colville	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Mme Elizabeth Evatt	Australie
M. Laurel Francis	Jamaïque
M. Rajsoomer Lallah	Maurice
M. Andreas V. Mavrommatis	Chypre
M. Fausto Pocar	Italie

Annexe II

LISTE DES NEUF MEMBRES QUI CONTINUERONT A SIEGER
AU COMITE JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1998

M. Nisuke Ando	Japon
M. Prafullachandra Natwarlal Bhagwati	Inde
M. Thomas Buergenthal	Etats-Unis d'Amérique
Mme Christine Chanet	France
M. Omran El Shafei	Egypte
M. Eckart Klein	Allemagne
M. David Kretzmer	Israël
Mme Cecilia Medina Quiroga	Chili
M. Julio Prado Vallejo	Equateur

Annexe III

CURRICULUM VITAE

M. Francisco José Aguilar Urbina (Costa Rica)

Etudes

- 1986-1987 Université Harvard (Faculté de droit), Cambridge, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique) :
- Maîtrise de droit (boursier Fulbright)
 - Assistant de recherche du professeur Frederick E. Snyder, docteur et directeur adjoint du programme d'études universitaires supérieures
- 1975-1985 Université du Costa Rica (Faculté de droit), Cité universitaire Rodrigo Facio, San José (Costa Rica) :
- Licencié en droit et notaire certificateur
 - Distinction en tant que "Honor student", 1975, 1976, 1977, 1980, 1981
 - Assistant des titulaires des chaires d'histoire du droit (1978, 1979) et de droit international public (1981, 1982)
 - Hautes études en droit diplomatique, droit consulaire et droit économique international (1982)

Cours de spécialisation

- 1995 Académie de droit international de La Haye, San José (Costa Rica) :
- XXIVème session à l'étranger de l'Académie de droit international de La Haye
- 1985 Université de Georgetown (Georgetown University Law Center/ Institut de droit international), Washington (Etats-Unis d'Amérique) :
- Cours d'initiation au système juridique des Etats-Unis (boursier Fulbright)
- 1983 Université de Princeton (Woodrow Wilson School of Public and International Affairs), Princeton, New Jersey (Etats-Unis d'Amérique) :
- Cours sur les relations internationales
- 1980 Université de Cambridge (Trinity College), Cambridge (Angleterre) :
- Cours de droit comparé

- 1978 Université de Grenoble (Faculté de droit et Centre d'enseignement audiovisuel) Saint-Martin d'Hères, Isère (France) :
- Cours de droit international et de droit constitutionnel, et cours de français (niveau avancé)

Expérience professionnelle

- 1996- Ministère des affaires étrangères et du culte, San José (Costa Rica) :
- Membre de la Commission consultative sur les droits de l'homme
- 1995- Université nationale autonome (Ecole de relations internationales), Heredia (Costa Rica) :
- Professeur (droits de l'homme et droit public)
- 1995- Fondation pour l'écodéveloppement durable au Costa Rica et en Amérique centrale, San José (Costa Rica) :
- Consultant et membre du Conseil d'administration
- 1989- Organisation des Nations Unies, Comité des droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits civils et politiques), Genève (Suisse) :
- Membre du Comité - Président (1995-1996), Rapporteur (1993-1994), Vice-Président (1991-1992)
- 1994-1995 Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica) :
- Consultant (conseiller du Directeur exécutif)
 - Consultant (coordonnateur du programme de l'administration de la justice et coordonnateur de l'unité rédactionnelle jusqu'en février 1995)
- 1994 Université du Limbourg, Maastricht (Pays-Bas) :
- Consultant (membre du groupe de rédaction du projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)

- 1993-1994 Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire, Lund (Suède) :
- Consultant (engagé comme expert pour des cours de formation sur les droits de l'homme en Afrique) (en coordination avec la Commission africaine des droits de l'homme, le Ministère de la justice du Zimbabwe, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)
- 1993 Organisation de coopération et de développement économiques, Paris (France) :
- Consultant (coopération pour le développement durable avec les pays en développement)
- 1990-1994 Fundación Arias para la paz y el progreso humano (Centro para la paz y la reconciliación) San José (Costa Rica) :
- Coordonnateur du programme de démilitarisation et de désarmement
 - Responsable de programmes
- 1989-1993 Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights, New York (Etats-Unis d'Amérique) :
- Conseiller ad honorem
- 1988-1990 Présidence de la République du Costa Rica, San José (Costa Rica) :
- Conseiller du Président de la République pour les droits de l'homme, le droit international et les relations internationales
 - Directeur par intérim du Cabinet du Président de la République (juillet-octobre 1988)
 - Membre et coordonnateur du groupe d'observateurs du Gouvernement costa-ricien pour les élections qui ont eu lieu au Nicaragua le 25 février 1990
 - Représentant du Président de la République à la Commission nationale pour l'étude du projet de convention relative aux droits de l'enfant
 - Représentant du Président de la République à la Commission interinstitutions pour la célébration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, ainsi que du quarante-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies

1987-1988 Ministère des affaires étrangères et du culte, San José
(Costa Rica) :

- Conseiller ad honorem du Ministre

Connaissances linguistiques

Langue maternelle : espagnol. Excellente connaissance de l'anglais et du français, très bonne connaissance de l'italien, bonne connaissance du portugais et notions d'allemand

Publications (Une liste complète des articles publiés par le candidat peut être consultée au secrétariat)

Comité des droits de l'homme de l'ONU : Guide sommaire pour la présentation d'un rapport indépendant (en préparation)

Lasting Human Security (en collaboration avec M. Joaquín Tacsan) (in *Demilitarization and Development in Central America*, Fundación Arias para la paz et Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université de Tufts, sous les auspices de l'Institute of Peace des Etats-Unis, Medford, Massachusetts, 1995)

Desmovilización, Desmilitarización y Democratización en Centroamérica (édition bilingue espagnol/anglais) (directeur de la publication et coauteur) (Fundación Arias para la paz y el progreso humano et Centre international pour les droits de l'homme et le développement démocratique, San José, Costa Rica, 1994)

Lasting Security: Investing in the Population's Well-Being (en collaboration avec M. Joaquín Tacsan) (édition bilingue espagnol/anglais) (document de travail du Centro para la paz y la reconciliación de la Fundación para la paz y el progreso humano, San José, Costa Rica, juin 1994)

Reconciliación nacional y derechos humanos in Memoria del Taller centroamericano de educación para la vida y la paz, San Salvador, ACAFADE, 1992.

Analyse des principales différences existant entre les mécanismes prévus par le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et par la Convention américaine sur les droits de l'homme en ce qui concerne les communications émanant de particuliers (édition bilingue français/anglais) (in *Annuaire canadien des droits de l'homme 1991-1992*, Ottawa, Université d'Ottawa, Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de l'homme, 1992)

M. Tamás Bán (Hongrie)

Né en 1932 à Budapest.

Diplômé de la Faculté de droit de l'Université Eötvös Lóránd de Budapest en 1955.

En 1956 entre dans la carrière juridique et en 1960-1961 étudie le droit comparé avec le professeur René Dávid, à la Faculté de droit de l'Université de la Sorbonne, à Paris. De 1963 à 1966, suit les cours d'été de la Faculté internationale de droit comparé de Strasbourg.

En 1962, entre au Ministère de la justice, dont il fait partie à ce jour. De 1962 à 1972, membre de la section qui s'occupe de l'élaboration des lois, principalement dans le domaine du droit civil. En 1972, est nommé directeur général de la Division du droit international. Responsable notamment de l'élaboration des lois touchant le droit international privé, le droit commercial international et le droit pénal international. A mené, à la tête de nombreuses délégations hongroises, des négociations sur plus d'une trentaine de traités touchant la coopération judiciaire dans les domaines suivants : affaires civiles ou pénales, extradition, transfert de personnes condamnées, reconnaissance et application de jugements rendus à l'étranger dans des affaires civiles et commerciales.

A pris l'initiative et a été l'un des principaux artisans du retour de la Hongrie à la Conférence de La Haye sur le droit international privé en 1984. Conseiller personnel du Ministre de la justice de 1988 à 1990, chargé, après l'adhésion au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques d'analyser la compatibilité de la législation hongroise avec les dispositions du Pacte, en vue de satisfaire aux obligations énoncées dans le Pacte. Sur sa proposition, plusieurs lois fondamentales ont été promulguées, notamment la version révisée du chapitre de la Constitution relatif aux droits de l'homme.

Les rapports périodiques que la Hongrie doit présenter aux organes des Nations Unies chargés de veiller à l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme sont depuis longtemps rédigés avec son active coopération.

Dès l'admission de la Hongrie au Conseil de l'Europe, a participé aux négociations sur l'élaboration d'un programme de coopération dans le domaine juridique et dans celui des droits de l'homme. Depuis 1990, représente la Hongrie au Comité européen de coopération juridique, dont il a été vice-président de 1993 à 1994. A représenté la Hongrie au Comité d'experts du Conseil de l'Europe chargé d'élaborer le Protocole 11 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (fusion de la Commission européenne et de la Cour des droits de l'homme).

A été l'une des deux personnalités désignées en 1990 par le gouvernement pour préparer la signature puis la ratification par la Hongrie de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La place essentielle qu'occupent les droits de l'homme dans ses centres d'intérêts et ses activités est illustrée par la liste ci-jointe de ses publications récentes, qui sont entièrement consacrées à ce sujet. Parmi ces

publications, il convient de citer la synthèse des conclusions qui se dégagent de l'étude, menée pendant deux ans, de la législation hongroise pour la rendre plus conforme aux dispositions de la Convention.

Donne régulièrement des conférences sur le droit international relatif aux droits de l'homme à l'Université d'Europe centrale et dans différentes facultés de droit de Hongrie.

Depuis 1980, année où il a été élu juge à la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce de Hongrie, a siégé en qualité de Président de la Cour ou de membre du collège des juges dans plus de 150 affaires.

En 1994, a été élu membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU. En 1995, a été élu l'un des vice-présidents du Comité.

A l'habitude de travailler en anglais et en français, langues qu'il parle couramment; comprend l'allemand et le russe.

Liste des principales publications

- Répercussions de l'entrée de la Hongrie au Conseil de l'Europe sur l'évolution de la législation hongroise (Revue des sciences juridiques, 1992)
- Compte rendu de deux années d'activités destinées à préparer la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme - conclusions, propositions de lois (Acta Humana, 1992; ce numéro a été publié avec l'aide financière du Conseil de l'Europe)
- Tendances importantes du droit procédural international; traités multilatéraux sur la reconnaissance et l'application de jugements rendus à l'étranger dans des affaires civiles et commerciales (Revue hongroise de droit, 1993)
- Coopération entre le Comité des droits de l'homme de l'ONU et le Bureau international du Travail pour préparer l'examen des rapports présentés par les Etats (Acta Humana, 1996)
- Communications présentées par la Hongrie au Comité des droits de l'homme de l'ONU : un aperçu de l'application du Protocole facultatif par la Hongrie (Bulletin de la Cour suprême, 1996)

M. Marco Tulio Bruni Celli (Venezuela)

Données personnelles

Né à Anzoátegui, Etat de Lara (Venezuela)
Marié à Sonia Rojas de Bruni Celli
3 enfants, Josefina, Marco Tulio et Carmen Sofía

Etudes

Sociologie, Université centrale du Venezuela, Caracas
Droit (avocat), Université centrale du Venezuela, Caracas
Maîtrise et Doctorat en Sciences politiques, Cornell University, Ithaca, New York (Etats-Unis d'Amérique)

Fonctions dans l'Administration publique

- Ambassadeur du Venezuela auprès des institutions spécialisées des Nations Unies à Genève (Suisse)
- Ambassadeur du Gouvernement vénézuélien auprès de la République fédérative de Yougoslavie
- Représentant du Venezuela aux réunions de la Conférence internationale du Travail et aux réunions du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
- Directeur du Ministère de la justice du Venezuela
- Vice-Ministre de l'intérieur (à plusieurs occasions a été Ministre de l'intérieur par intérim, 1975-1977)
- Membre et vice-président durant dix ans (1985-1994) de la Commission consultative des relations extérieures du Gouvernement vénézuélien (CARE)
- Membre de la Commission présidentielle pour la réforme de l'Etat vénézuélien (COPRE), depuis sa création en 1984 jusqu'en 1994
- Représentant du Gouvernement vénézuélien à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, de 1989 à 1992

Activités parlementaires

- Député de l'Etat de Lara au Congrès de la République du Venezuela pendant trois législatures successives (15 ans), 1979-1984, 1984-1989, 1989-1994
- Membre des commissions de politique intérieure, politique extérieure et planification de la Chambre des députés et de l'Assemblée législative bicamérale du Congrès national du Venezuela, de 1978 à 1994
- Membre du Comité des droits de l'homme du Parlement latino-américain, 1990-1994

Responsabilités et activités dans le domaine des droits de l'homme

- Membre de 1986 à 1993 et Président à deux reprises (1988 et 1992) de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), organe de l'Organisation des Etats américains (OEA) dont le siège est à Washington (Etats-Unis d'Amérique)
- En sa qualité de membre de la Commission interaméricaine, effectuée des missions pour enquêter sur la situation des droits de l'homme dans les pays suivants : Guatemala, Nicaragua, El Salvador, Panama, Haïti, République dominicaine, Paraguay et Pérou
- Représentant de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à diverses sessions de l'Assemblée générale de l'OEA : San Salvador, 1988; Washington, 1989, 1990; Santiago du Chili, 1991; Bahamas, 1992
- Représentant du Gouvernement vénézuélien auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Genève (1990, 1991, 1992 et 1993)
- Représentant du Gouvernement vénézuélien aux 4 réunions préparatoires de la Conférence mondiale des droits de l'homme, Genève (1991, 1992 et 1993)
- Membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU (élu en 1992 et actuellement en exercice)
- Membre du Comité directeur de l'Institut interaméricain des droits de l'homme (IIDH) depuis 1987
- Expert indépendant et Rapporteur spécial sur Haïti, désigné par la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1991, 1992, 1993, 1994, 1995). A ce titre, a présenté plusieurs rapports sur la situation des droits de l'homme en Haïti, tant à la Commission des droits de l'homme (1993, 1994, 1995) qu'à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1992, 1993, 1994)
- Membre de la délégation du Venezuela à la Conférence mondiale des droits de l'homme, Vienne, 1993
- Président de la Fondation vénézuélienne des droits de l'homme, depuis sa création en 1992
- Enseigne les droits de l'homme à la Faculté de sciences juridiques et politiques de l'Université centrale du Venezuela

Activités et distinctions universitaires

- Professeur à l'Ecole de droit et de sciences politiques de la Faculté de sciences juridiques et politiques de l'Université centrale du Venezuela
- Vice-Recteur de l'Université d'Orient (Venezuela) de 1965 à 1967
- Professeur invité de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IAEDEN), Caracas

- Professeur invité de l'Ecole supérieure de guerre navale du Venezuela
- Professeur invité du Collège interaméricain de défense, Washington D.C.
- Professeur invité aux cours interdisciplinaires de l'Institut interaméricain des droits de l'homme, San José de Costa Rica
- Professeur invité à l'Académie diplomatique Pedro Gual du Ministère des affaires étrangères du Venezuela
- Donne des cours sur les droits de l'homme à la Police métropolitaine de Caracas (Venezuela)
- Conférencier invité à la troisième réunion de la Commission interparlementaire latino-américaine des droits de l'homme, San José de Costa Rica, mars 1995
- Conférencier invité par l'Université nationale de l'Equateur, mai 1995
- Professeur honoraire de l'Université Fermin Toro de Barquisimeto, Etat de Lara (Venezuela)
- Professeur honoraire de l'Université Rafael Urdaneta de Maracaibo, Etat de Zulia (Venezuela)

Langue maternelle espagnole. Parle le français et l'anglais

A écrit plusieurs livres et essais relatifs aux sciences sociales. Collabore à plusieurs revues et journaux vénézuéliens et étrangers de qualité

Lord Colville
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Données personnelles

John Mark Alexander Colville, quatrième vicomte et treizième baron (Ecosse) Colville of Culross. Né le 19 juillet 1933. Etudes à l'Ecole de Rugby (lauréat d'une bourse d'études) et au New College d'Oxford (lauréat d'une bourse d'études) (maîtrise). Marié, cinq fils.

Carrière juridique

1960 Avocat à Lincoln's Inn (Prix Buchanan)

1978 Avocat (membre du Queen's Counsel)

1986 Doyen de Lincoln's Inn

1990-1993 Juge professionnel (recorder)

1993- Juge itinérant

1995- Juge résident à Harrow Crown Court

Parlement

1954- Membre de la Chambre des Lords
Participation active aux travaux législatifs et aux commissions - actuellement à la Commission d'examen et de contrôle de l'Union européenne (sous-commission chargée du droit et des institutions)

1972-1974 Ministre d'Etat au Ministère de l'intérieur (dont la compétence s'étendait aux prisons, à l'application des peines, aux délinquants atteints de troubles mentaux, aux Iles Anglo-Normandes et à l'Ile de Man)

 Actuellement membre indépendant

Fonctions

Officielles

1979 Observateur aux élections tenues au Zimbabwe (Rhodésie)

1980-1984 Chef de la délégation du Royaume-Uni à la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Indépendantes

- 1981-1985 Membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (Président de 1982 à 1985) de la Commission des droits de l'homme de l'ONU
- 1983-1986 Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Guatemala (Commission des droits de l'homme)
- 1984-1988 Président de la Commission créée par la loi sur la santé mentale (Angleterre et pays de Galles) (intérêts des patients faisant l'objet d'une mesure d'internement)
- 1988-1992 Président de la Commission de l'application des peines pour l'Angleterre et le pays de Galles (libération conditionnelle des personnes condamnées à de longues peines)
- 1986-1993 Rapport annuel et recommandations au gouvernement et au Parlement sur l'application des mesures législatives de lutte contre le terrorisme
- 1987-1993 Rapport annuel et recommandations au gouvernement et au parlement sur l'application des lois relatives aux mesures d'urgence en Irlande du Nord
- 1992 Rapport annuel sur la politique opérationnelle de la prison de Belfast en ce qui concerne la gestion des prisonniers paramilitaires
- 1987-1993 Directeur du Service des titres et des opérations à terme (contrôleur des services financiers)
- 1993- Président de la Revolving Doors Agency, institution responsable de délinquants atteints de troubles mentaux

Autres activités

- 1964 Membre de la Commission de l'archevêché de Canterbury sur la réforme législative du divorce
- 1968-1972 Membre du Conseil de l'Université d'East Anglia
- 1982-1984 Membre du Conseil de la Confédération des industries britanniques
- 1984-1990 Président du Conseil pour l'éducation et la recherche en matière d'alcoolisme
- 1990 Participant à un séminaire de quatre jours sur les droits de l'homme, Minsk
- 1995 Prononce le discours d'ouverture au séminaire de l'OSCE sur la suprématie du droit, Moscou

M. Ismet Dautbasic (Bosnie-Herzégovine)

Données personnelles

Lieu et date de naissance : Srebrenica, Bosnie-Herzégovine, le 4 juin 1933
Adresse : Staka Skenderova 6, 71000 Sarajevo
Téléphone : 387 071 664-776 (domicile)
387 071 443-414 (bureau)
Télécopie : 387 071 663-784
Marié, deux fils et une petite-fille

Etudes

Etudes secondaires à Sarajevo
Faculté de droit de Sarajevo (1961)
Obtention du doctorat à la Faculté de droit de Belgrade (1969)

Carrière

Assistant à la Faculté de droit de Sarajevo, 1962
Maître-assistant à la Faculté de droit de Sarajevo, 1970
Professeur associé à la Faculté de droit de Sarajevo, 1975
Professeur titulaire à la Faculté de droit de Sarajevo, 1980
Titulaire de chaire à la Faculté de droit de Sarajevo, 1983
Doyen par intérim de la Faculté de droit de Sarajevo, 1988
Membre du Conseil juridique de la République socialiste de Bosnie-Herzégovine
Membre de la Commission juridique et législative de l'Assemblée de la République socialiste de Bosnie-Herzégovine
Membre du Comité juridique de l'Académie des arts et des sciences de Bosnie-Herzégovine
Membre de la société de victimologie de Bosnie-Herzégovine
Juge au Tribunal constitutionnel de Bosnie-Herzégovine, 1989
Président du Tribunal constitutionnel de Bosnie-Herzégovine

Publications

1. Finances et droit financier
Sarajevo, 1980, 1982 et 1992
2. Monnaie, finances et droit monétaire
Mostar, 1991
3. Accord de Dayton et protection des droits de l'homme
Sarajevo, 1996
4. Réforme constitutionnelle et juridique du système financier

Quelque 200 articles et essais parus dans diverses publications scientifiques ou spécialisées

Participation à de nombreux colloques et consultations au niveau international dans différents pays : Allemagne, France, Italie, Suisse, ex-URSS, Roumanie, Pologne, Bulgarie, Etats-Unis, Hongrie, etc.

Connaissances linguistiques

Langue maternelle : bosniaque

Langues étrangères : russe et anglais (connaissance passive)

Divers

Participation à de nombreux projets de recherche

Mme Elisabeth Andreas Evatt (Australie)

Née le 11 novembre 1933

Etudes et titres :

- LL.B. (licence en droit), médaille universitaire - Université de Sydney, 1955
- LL.M. (maîtrise de droit) - Université Harvard, 1956
- Barreau de Nouvelle-Galles du Sud, 1955
- Inner Temple, Londres, 1958
- Doctorat honoris causa de l'Université de Sydney, 1985
- Doctorat honoris causa de l'Université de Newcastle (Australie), 1988
- Doctorat honoris causa de l'Université de Macquarie (Australie), 1989
- Doctorat honoris causa de l'Université du Queensland, 1992
- Doctorat honoris causa de l'Université Flinders, 1994

Fonctions occupées :

Actuellement

Membre du Comité des droits de l'homme (organe chargé de surveiller l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques), 1993

Antérieurement

en Australie

Membre à temps partiel de la Commission australienne de réforme législative, 1993-1994

- Présidente de la Commission australienne de réforme législative, 5.1.1988-10.11.1993
- Présidente du Conseil du droit de la famille, 1976-1979
- Premier magistrat du Tribunal australien de la famille, 5.1.1976-4.1.1993
- Présidente de la Commission royale des relations humaines, 1974-1977

- Vice-Présidente de la Commission australienne de conciliation et d'arbitrage, 1973-1989
- Vice-Présidente de la Commission australienne de l'industrie, 1989

auprès d'organes internationaux

Membre du Forum de réflexion de l'UNESCO, 1992-1993

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, 1984-1992; Présidente 1989-1991

Activités professionnelles :

- 1957-1962 Exercice de la profession d'avocate inscrite au barreau de Sydney et de Londres
- 1962-1968 Editrice et bibliothécaire au British Institute of International and Comparative Law
- 1968-1973 Juriste principale à la Commission des lois de l'Angleterre et du Pays de Galles
- 1973-1975 Membre du collège de présidents de la Commission australienne de conciliation et d'arbitrage (conflits du travail dans différentes branches industrielles, dont l'industrie de la viande et l'industrie du bâtiment)
- 1974-1977 Présidente de la Commission royale des relations humaines, chargée d'examiner les aspects juridiques, sociaux, éducatifs et sexuels des rapports entre hommes et femmes, et notamment de réfléchir aux problèmes suivants : contraception et avortement, discrimination, droit de la famille et éducation en matière de relations humaines
- 1976-1988 Premier magistrat du tribunal australien de la famille
- 1984-1992 Elue membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, composé d'experts indépendants chargés de surveiller l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- 1988-1993 Présidente de la Commission australienne de réforme législative, qui donne au Gouvernement australien des avis en matière de législation fédérale
- 1993-1994 Membre à temps partiel de la Commission australienne de réforme législative
- 1993 Membre du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, organe composé d'experts indépendants chargé de surveiller l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Conseillère honoraire, ADARDS, 1987

Membre du Conseil consultatif du Centre de recherche pour la paix, de l'Université nationale d'Australie, Ecole supérieure de recherche sur le Pacifique, 1987

Publications récentes (une liste complète des ouvrages et articles publiés par la candidate peut être consultée au secrétariat)

"The Implementation of the ICCPR in Japan", Japon, 1994

Mitchell Oration, "Women, Citizenship and the Law in the Coming Century" Adelaïde, septembre 1994

"Cultural Diversity and Human Rights, dans *Towards an Australian Bill of Rights*, 1994

Pamela Denoon Lecture, "The Myth of Equality", 1993

"Serial Sponsorship and Abuse of Filipino women in Australie", 1992

"Legal Responses to Child Prostitution and Tourism", 1992

Mme Istora K. Fazilhodjaeva (Ouzbékistan)

Née en 1954 à Tachkent, République d'Ouzbékistan

Citoyenneté - Ouzbèke

Diplômée de la Faculté de droit international de l'Université d'Etat de Tachkent en 1977 et de l'Académie diplomatique de la Fédération de Russie en 1993

Parle couramment l'anglais, le russe et l'allemand - travaille dans ces trois langues.

- 1972-1977 Etudiante à la Faculté de droit international de l'Université d'Etat de Tachkent
- 1976-1977 Technicienne à l'usine "Signal" de Tachkent
- 1978-1982 Etudiante à l'Institut de philosophie et de droit international de l'Académie des sciences d'Ouzbékistan
- 1982-1988 Travailleuse scientifique auxiliaire et principale à la Haute Ecole de sciences politiques de Tachkent
- 1988-1992 Maître de conférences à l'Institut de politologie et de gestion de Tachkent
- Depuis 1993 Chef du Département de droit international au Ministère des relations économiques extérieures d'Ouzbékistan

M. Laurel B. Francis (Jamaïque)

Consultant en droit international

Conseiller spécial auprès du Ministre de la sûreté nationale et de la justice

Membre du Comité des droits de l'homme depuis 1992

Date de naissance : 9 juin 1920

Titres universitaires :

- Examen d'admission au barreau (avec cinq mentions sur les dix sections), 1953; avocat inscrit au barreau à Lincoln's Inn, Londres (1955)
- Certificat de Hautes études internationales (London School of Economics and Political Science, Université de Londres)
- LL.M. (maîtrise) de droit international (London School of Economics and Political Science, Université de Londres); obtention d'un "post-graduate award" de la London School of Economics and Political Science et d'une bourse S.H. Bailey de recherche en droit international, pour suivre à La Haye une session de l'Académie de droit international

Activités internationales :

- Membre de la délégation jamaïquaine à 17 sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Président de la Sixième Commission (Commission des questions juridiques) à la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Réunion préparatoire des pays non alignés, Dar es-Salaam, Tanzanie (1970)
- Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, Lusaka, Zambie (1970)
- Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, sessions de 1968 et 1969
- Conférence internationale des droits de l'homme, Téhéran (Iran), 1968
- Conférence préparatoire et Conférence de plénipotentiaires sur la dénucléarisation de l'Amérique latine (Traité de Tlatelolco), 1969 (chef de la délégation jamaïquaine à la Conférence de plénipotentiaires)
- Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains consacrée au terrorisme en Amérique latine, Washington, D.C., Etats-Unis (1970)

- Toutes les sessions du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans de l'Organisation des Nations Unies
- Session de Genève de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1975)
- Session de New York de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1976)
- Elu membre de la Commission du droit international par l'Assemblée générale des Nations Unies, pour la période 1977-1981
- Elu Président de la quatrième Conférence de l'Association américaine de juristes, tenue à Kingston (Jamaïque) en 1979
- En 1983 représente la Commission du droit international à l'Assemblée générale des Nations Unies et présente à celle-ci le Rapport de la Commission

Fonctions publiques assumées depuis 1962 :

- Conseiller adjoint de la Couronne, Cabinet du Procureur général
- Conseiller de la Couronne, Cabinet du Procureur général
- Premier substitut du Procureur général
- Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères
- Secrétaire permanent p.i., Ministère des affaires étrangères
- Haut Commissaire adjoint pour la Jamaïque au Canada
- Directeur du Service du droit international et des organisations internationales au Cabinet du Procureur général
- Secrétaire permanent, Ministère de la justice (janvier 1976 à août 1977)
- Conseiller spécial pour les questions de droit international auprès du Procureur général et du Ministre de la justice, août 1977 à décembre 1981
- Conseiller spécial auprès du Ministre de la justice et du Procureur général, 1990-1991, et auprès du Ministère de la sûreté nationale et de la justice depuis janvier 1992

Publications :

- Une liste complète des publications de M. Francis peut être consultée au Secrétariat.

- "Third World Approach to International Law" - Conférence prononcée le 22 avril 1980 à la London School of Economics, Université de Londres (Monographie)
- "State succession to Rights and Obligations for Namibia" - Etude exhaustive réalisée pour l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et présentée à un séminaire réunissant experts en droit international et étudiants de l'Institut à Lusaka (Zambie) les 27, 28 et 29 novembre 1984
- "International Peace and Security: Some Legal Implications of Linking Independence for Namibia to the Withdrawal of Cuban Forces from Angola" (1986) Indian Journal of International Law, vol. 26, No 2
- "Caribbean perspectives on International Law and Organizations" - dir. publ. B.G. Ramcharan et L.B. Francis, éditions Martinus Nijhoff, 1989
- "Caribbean Community States and States Succession" in: "Caribbean Perspectives on International Law and Organizations" supra, p. 84-111

Activité de conférencier :

- En qualité de professeur invité à l'Ecole de diplomatie (cité universitaire de Madrid) a prononcé une série de conférences et dirigé des séminaires sur le thème "Analyse de l'élaboration d'une politique étrangère dans les pays anglophones des Caraïbes" (1966)
- Séminaire organisé à l'intention de jeunes juristes par la Commission du droit international, sur le thème : "La zone économique exclusive dans le contexte de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer" (1978)
- Séminaire organisé à l'intention de jeunes juristes par la Commission du droit international, sur le thème : "Les associations de producteurs et le nouvel ordre économique international" (1979)
- London School of Economics and Political Science, thème : "Le droit international du point de vue du tiers monde" (1980)

Mme Pilar GAITAN de POMBO (Colombie)

A. Données personnelles

Date de naissance : 30 juin 1955
Nationalité : Colombienne
Etat civil : Célibataire

B. Etudes et titres

Etudes secondaires : Gimnasio de Nuestra Señora, Bogotá, 1972
Etudes universitaires : Sciences politiques, Université des Andes, Bogotá, 1973-1979
Maîtrise de sciences politiques, Faculté des sciences politiques et sociales, Université autonome de Mexico, 1979-1981

C. Autres études

Séminaire de spécialisation sur la théorie et la méthodologie de la recherche en matière politique

Maîtrise de sciences politiques - Université des Andes, Bogotá, 1978-1979

Sociologie des mouvements urbains en Amérique latine - Institut de recherche sociale, Université autonome de Mexico, 1992

Cours interdisciplinaire sur les droits de l'homme - Institut interaméricain des droits de l'homme, San José de Costa Rica, 1993

Méthodes et techniques en matière de recherche juridique - Faculté de droit public, Université de Colombie, Bogotá, 1985

Programme spécial sur les processus électoraux - Institut interaméricain des droits de l'homme, San José de Costa Rica, 1993

D. Recherche

Chercheur au Centre d'études internationales - Ecole de Mexico, Mexico, 1980-1981

Assistante de recherche à l'Institut de recherche sociale - Université autonome de Mexico, janvier-décembre 1982

Chercheur Section de droit public - Université de Colombie, Bogotá, 1983-1987

Chercheur, Institut d'études politiques et des relations internationales - Université nationale de Colombie, Bogotá, février 1987-1994

F. Enseignement et conférences

Professeur, Faculté de droit public - Université de Colombie,
février 1983-1987

Institutions politiques - Faculté des sciences économiques, 1983-1985

Etudes spéciales de sciences politiques - Faculté de droit, 1983-1987

Séminaire sur les administrations locales - Faculté des sciences politiques,
Université des Andes, Bogotá, 1991-1992

Séminaire sur la gestion de la politique en Colombie

Séminaire sur les processus politiques en Amérique latine

Séminaire sur les problèmes de la Colombie - Université nationale de Colombie,
Bogotá, 1991-1994

H. Publications (une liste complète des ouvrages et articles publiés par la
candidate peut être consultée au secrétariat)

Analyse de la première élection nationale des maires et des présidents des
collectivités locales

Pilar Gaitán de Pombo et autres. Les collectivités, les maires et les
ressources budgétaires. FESCOL, Bogotá, 1991

La Constitution de 1991 : organisation territoriale et décentralisation

Pilar Gaitán et Fernando Cuzmán. Análisis político, No 13. Bogotá,
mai-août 1991

Les administrations locales : Réalité et utopie de la décentralisation en
Colombie

Pilar Gaitán et Carlos Moreno. IEPRI-Tercer Mundo Ed. Bogotá, 1991

Stabilité et crise dans la politique colombienne. Gabriel Murillo Ed. Vers le
renforcement de la démocratie andine : transition ou déstabilisation. Faculté
des sciences politiques, Université des Andes. Bogotá, 1993

Réflexions sur le débat relatif à la démocratie. Análisis Político, No 20.
Bogotá, octobre-décembre 1993

I. Expérience professionnelle dans le secteur public

Coordinatrice de la Commission préparatoire de l'Assemblée nationale
constituante : Commission sur les partis politiques et l'opposition. Bogotá,
septembre-décembre 1990

Consultante extérieure dans le domaine de la participation des citoyens.
Bureau du conseiller du Président pour la modernisation de l'Etat : Cabinet du
Président de la République, Bogotá, juin-août 1994

Directrice - Secrétariat aux droits de l'homme et aux affaires politiques,
Ministère de la défense nationale, Bogotá, septembre 1994-octobre 1995

Représentante du Ministre de la défense nationale à la Commission nationale
des droits de l'homme (décret No 1533 de 1994)

Représentante du Ministre de la défense nationale à la Commission d'enquête
sur les actes de violence de Trujillo (décret No 265 de 1995)

Présidente de la Commission pour l'élaboration d'un projet de code pénal et de
code de procédure pénale en matière militaire (décret No 265 de 1995)

Directrice générale aux affaires spéciales au Ministère des affaires
étrangères, Bogotá, depuis octobre 1995

Représentante du Ministre des affaires étrangères au Comité pour le progrès de
l'administration de la justice à la suite des événements survenus à Villatina,
à Calota et à Los Uvos (décret No 318 de 1996)

Représentante du Ministre des affaires étrangères à la Commission consultative
chargée d'examiner l'application des recommandations des organisations
internationales qui s'occupent des droits de l'homme (décret No 1290 de 1995)

M. Vitali Kriukov (Ukraine)

Né le 4 juillet 1948 à Kiev, Ukraine

1980 - Diplôme de droit de l'Université d'Etat de Kiev

1987 - Doctorat de droit

1980-1995 : Chercheur, Chercheur principal, Institut de droit d'Etat de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine

A l'heure actuelle - Consultant principal au Cabinet du Président de l'Ukraine

Chef du groupe de recherche chargé de l'élaboration d'un nouveau régime juridique concernant le système électoral et les élections en Ukraine (1989)

1995 - Chef de la délégation ukrainienne à la cinquante-quatrième session du Comité des droits de l'homme au cours de laquelle le quatrième rapport périodique de l'Ukraine a été examiné

L'un des fondateurs du bureau conjoint des droits de l'homme Ukraine-Amérique enregistré en 1993 auprès du Ministère de la justice d'Ukraine. Président de la Commission "Science du droit" du programme national intitulé "Réforme de l'enseignement humanitaire en Ukraine"

Fait partie des éditeurs du bulletin "Les droits de l'homme en Ukraine", des revues "Pensée philosophique et sociologique", et "Pensée politique". Auteur de chapitres de monographies et d'articles parus dans des revues scientifiques ou de grande diffusion

Thème de travaux universitaires : les droits de l'homme, la théorie du droit et de l'Etat, la gestion de l'Etat, les sciences politiques

A participé aux conférences internationales sur les problèmes concernant le développement de la démocratie et le respect des droits de l'homme

Marié, deux enfants.

M. Rajsoomer Lallah (Maurice)

Etat civil :

Né le 24 septembre 1933
Citoyen de la République de Maurice
Marié, père de deux filles

Etudes :

Royal College de Curepipe, Maurice (1947-1953)

Balliol College de l'Université d'Oxford, Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord (1954-1957)

The Middle Temple de Londres (1954-1958)

Bourses d'études et de perfectionnement :

Anderson Scholarship, Université d'Oxford, 1954-1957
Bourse du Royaume-Uni pour les juristes du gouvernement (1968)
Bourse de l'UNITAR, Académie de droit international de La Haye (1970)

Diplômes et qualifications professionnelles :

Licence (avec mention) en droit, Université d'Oxford, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Inscrit au barreau aux Inns of Court The Middle Temple, Londres (1958)

Maîtrise, Université d'Oxford (1960)

Conseiller de la Couronne à Maurice (1976)

Professeur de droit honoraire, Université de Maurice (1980)

Prix "International Gold Mercury" pour sa contribution au développement des
normes en matière de droits de l'homme (1985)

Fonctions occupées dans le domaine juridique et judiciaire à Maurice

Juge à la Cour suprême et ancien président de la Cour suprême (1980-1995)

Conseiller parlementaire (1978-1980)

Solicitor-General adjoint (1976-1978)

Autres fonctions à Maurice

Président du Conseil de l'enseignement du droit de Maurice (1988-1994)

Président de la Commission de réforme des études de droit, dont les travaux ont abouti à la création d'une faculté de droit à l'Université de Maurice et à la constitution du Conseil de l'enseignement du droit (1983)

Président de la Commission d'enquête sur les élections générales de 1982

Pro-Chancelier et Président du Conseil de l'Université de Maurice (1970-1980)

Détaché par le Ministère de la justice auprès de la Commission électorale, en qualité de Commissaire adjoint aux élections chargé de l'enregistrement des électeurs, de la rédaction des règles électorales et de l'administration des élections générales qui devaient aboutir à l'indépendance (1965-1967)

Activités internationales dans le domaine des droits de l'homme

Membre du Comité des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies depuis 1977; Vice-Président de cet organe en 1977-1978, Rapporteur de 1978 à 1982 et Président de 1989 à 1991.

Membre de la Commission désignée par les chefs d'Etat et de gouvernement du Commonwealth en vue de la mise en place d'un mécanisme des droits de l'homme pour le Commonwealth (1980-1981)

Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des droits de l'homme au Chili (1983 et 1984)

Membre de la Commission internationale de juristes, Genève, depuis 1980

Membre de l'Advisory Council of Interrights, Londres (1988-1994)

A prononcé des exposés à l'occasion des colloques destinés à des juges de la Cour suprême et d'autres magistrats sur l'application, sur le plan national, des normes internationales en matière de droits de l'homme, organisés sous les auspices du secrétariat du Commonwealth et de la Fondation Ford, à Bangalore (1988) et à Harare (1989), ainsi qu'à l'invitation du Lord Chancellor du Royaume-Uni à Oxford (1992)

Autres activités internationales

Membre de la Cour d'arbitrage international de Londres (1995)

A été nommé par l'Organisation internationale du Travail à la Commission chargée d'enquêter sur les plaintes en matière de conflits du travail déposées par le COSATU (Congrès des syndicats sud-africains) à l'encontre du Gouvernement d'Afrique du Sud (1991-1992)

A participé à la réflexion sur une Constitution post-apartheid pour l'Afrique du Sud, à l'invitation du Comité constitutionnel du Congrès national africain, de l'Université de Witwatersrand et du Lawyers Committee for Civil Rights under Law de Washington (1991)

Conseiller spécial auprès du Secrétariat du Commonwealth et membre chargé des questions juridiques dans l'équipe d'experts constituée pour fournir aux gouvernements des avis sur toutes les questions touchant à la mise en valeur des ressources (pétrole, minerais, énergie, agriculture, etc.), pour les assister dans leurs négociations avec les sociétés multinationales, pour mettre sur pied des institutions bancaires centrales et rédiger des législations financières et fiscales pour différents gouvernements du Commonwealth, enfin pour aider les gouvernements de pays du Commonwealth dans leurs négociations d'accession à l'indépendance et à la rédaction de leur Constitution (1970-1975)

Conseiller juridique de la délégation de Maurice à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et lors de négociations avec les institutions financières internationales et avec d'autres gouvernements concernant des accords en matière de services aériens et de double imposition (1968-1970, 1976-1980)

Langues

Français, anglais, hindi et créole.

M. Andreas Mavrommatis (Chypre)

A. Etat civil

Date de naissance : 1932
Lieu de naissance : Larnaca (Chypre)
Situation familiale : Marié, père de quatre enfants adultes

B. Etudes

Etudes de droit au Royaume-Uni
1954 - Inscrit au barreau à Lincoln's Inn (Londres)

C. Activité professionnelle

1989 - 1992 Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

1983 - 1989 Secrétaire permanent du Ministère des affaires étrangères de la République de Chypre

1982 - 1988 Représentant de la communauté chypriote grecque aux entretiens intercommunautaires

1979 - 1982 Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

1975 - 1979 Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Chypre auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève

1972 - 1975 Conseiller juridique spécial au Ministère des affaires étrangères. Publication de la "Liste des traités de la République de Chypre en vigueur en janvier 1973"

1970 - 1972 Ministre du travail et de la sécurité sociale

1958 - 1970 Magistrat

1954 - 1958 Exercice de la profession d'avocat

D. Comités/délégations

1973 - 1975 Chef de la délégation chypriote à la deuxième phase de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenue à Genève

1974 Président de la Commission d'investigation et de conciliation de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et du Conseil économique et social qui a procédé à plusieurs enquêtes pour établir la véracité d'allégations de violations de droits syndicaux et autres droits de l'homme

- 1975 Membre de la délégation chypriote au Sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki en août 1975
- 1977 - 1978 Chef de la délégation chypriote à la CSCE à Belgrade
- 1979 - 1982 Président du Comité des relations avec le pays hôte (ONU)
- 1980 Président du Conseil économique et social
- 1975 - 1988 Représentant de Chypre à la Commission des droits de l'homme
- Septembre 1989 Secrétaire général de la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue à Nicosie (Chypre)
- Depuis 1977 Membre du Comité des droits de l'homme
- 1977 - 1987 Président du Comité des droits de l'homme
- 1989 - 1990 Président du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation
- Décembre 1992 - Février 1993 Porte-parole du Gouvernement chypriote
- Depuis 1994 Consul général honoraire d'Indonésie
- Depuis 1995 Président de la Fédération internationale des corps et associations consulaires

Monsieur Mavrommatis a participé à un certain nombre de séminaires, tables rondes et colloques sur les droits de l'homme organisés dans différentes régions du monde et a donné des conférences sur les droits de l'homme devant des associations de juristes et d'autres associations professionnelles ainsi que dans des universités. Il est l'auteur de plusieurs monographies et articles sur le sujet et il a été sollicité pour aider certains pays en développement et autres pays dans leurs efforts de protection et de promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Mme Laure Moghaizel (Liban)

Profession : Avocat
Etat civil : Mariée à Joseph Moghaizel - cinq enfants
Langues : arabe, français, anglais

Diplômes

- Licence de droit français de l'Université de Lyon
- Licence de droit libanais de l'Université de St.Joseph

Activités récentes

Sur le plan national :

- Membre fondateur de l'Association nationale de la famille (1992)
- Membre de la Commission nationale de la Conférence de Pékin (1995)
- Membre fondateur de la "Fondation Joseph Moghaizel pour la démocratie et les droits de l'homme"
- Membre de l'Office national des femmes (1996)
- Membre fondateur de l'Association libanaise pour la démocratie des élections (1996)
- Présidente d'honneur de l'Association libanaise des droits de l'homme (1996)
- Ex-vice-présidente de la Fédération des femmes arabes
- Membre de la délégation gouvernementale à la Conférence régionale des droits de l'homme (1968)
- Déléguée du Conseil international des femmes à la CESAO
- Membre du Conseil arabe pour l'enfance et le développement (1987)
- Vice-Présidente du Comité du suivi de la Conférence de coordination des ONG arabes (1989)
- Membre de "Arab Association for Women and Development"
- Membre de "Alliance for Arab Women"
- Membre du Comité consultatif sur les femmes arabes et le développement (PNUD) - Bureau régional pour les Etats arabes et l'Europe (1990)
- Membre du Comité arabe pour l'accès des femmes au pouvoir (1994)
- Membre de la Commission officielle libanaise à la conférence régionale en préparation de Pékin (1995)

Sur le plan international :

- Ex-première vice-présidente du Conseil international des femmes
- Ex-représentante du Conseil international des femmes à la Commission du statut de la femme des Nations Unies
- Ex-représentante du Conseil international des femmes à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)
- Membre de la Fédération internationale des femmes de carrières juridiques
- Membre de la Fédération abolitionniste

Publications

(Une liste complète des articles rédigés par la candidate est disponible au secrétariat)

- Ouvrage collectif sur la condition de la femme arabe édité par le Conseil national des femmes libanaises, 1975, Beyrouth (en langue arabe)
- Ouvrage collectif : "Empowerment and the law: Strategy of the Third World Women" édité par OEF International - Washington 1986 (en langue anglaise)
- Ouvrage collectif : "Les femmes et le développement économique dans le monde arabe" édité par l'Institut des études féminines dans le monde arabe - BUC - Beyrouth 1988 (langues arabe et anglaise)
- Ouvrage collectif : "La femme libanaise témoin de la guerre" édité par la Mission de la Ligue arabe à Paris auprès de l'Unesco (en français) - Paris (1988)
- Ouvrage collectif "Femme, emploi et développement" édité par l'Association arabe : femme et développement - Amman - Jordanie 1993 (en langue arabe)
- Ouvrage collectif "Etudes libanaises en hommage à Joseph Moghaizel" 1996 (en langue arabe)

Congrès

- Participé en organisant ou en donnant des conférences dans nombre de séminaires et congrès sur le plan national, arabe et international, une liste complète étant disponible au secrétariat

M. Fasil Nahum (Ethiopie)

Né le : 5 juillet 1942
Nationalité : éthiopienne
Situation familiale : marié, père de trois enfants

1. Etudes universitaires

- 1.1 Doctorat de jurisprudence (J.S.D), Université de Yale (1975)
- 1.2 Maîtrise de droit (LL.M), Université de Yale (1972)
- 1.3 Licence de droit (LL.B) (avec mention) et Médaille d'or du Chancelier, Université Hailé Sélassié 1er (1968)

2. Expérience professionnelle

- 2.1 1995 : Conseiller spécial auprès du Bureau du Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Ethiopie (rang ministériel)
- 2.2 1991-1995 : Conseiller spécial auprès du Bureau du Premier Ministre du Gouvernement transitoire d'Ethiopie (rang ministériel)
- 2.3 1987-1991 : Chef de la Division juridique et des relations extérieures du Conseil d'Etat du Gouvernement éthiopien (rang ministériel)
- 2.4 1984-1987 : Chef de la Division des études constitutionnelles et des études juridiques, ISEN (Addis-Abeba)
- 2.5 1979-1981 : Doyen de la Faculté de droit de l'Université d'Addis-Abeba, Professeur associé de droit pendant plus de 12 ans jusqu'en 1984
- 2.6 1974 : Conseiller juridique auprès de la Commission constitutionnelle du Gouvernement éthiopien
- 2.7 1982 : Membre de la délégation éthiopienne auprès de l'OUA pour l'élaboration de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
- 2.8 1993 : Chef de la délégation éthiopienne à la Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme tenue à Vienne
- 2.9 1991-1995 : Membre du Groupe de conseillers internationaux auprès du Comité international de la Croix-Rouge

3. Conférences et publications

M. Fasil Nahum a notamment publié les travaux de recherche et ouvrages et participé aux conférences ci-après :

- 3.1 "The Protection of War Victims", communication présentée à Yaoundé (Cameroun) en 1981
- 3.2 "The New International Economic Order-African Perspective", document publié en 1982 à l'occasion d'un séminaire organisé par l'Université des Nations Unies et l'Université d'Addis Abeba
- 3.3 Participation au IXème Congrès de droit pénal international tenu à Hambourg (Allemagne) en 1979
- 3.4 Participation au IXème Congrès de l'Académie de droit comparé tenu à Téhéran (Iran) en 1974
- 3.5 Auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages parus dans diverses publications universitaires

M. Fausto POCAR (Italie)

Né à Milan le 21 février 1939

- Docteur en droit à la Faculté de droit de Milan (1961)
- Avocat au barreau de Milan (depuis 1963)
- "Libero docente" en droit international (1969)
- Chargé de cours de droit des Communautés européennes à l'Université de Milan (1970-1976)
- Professeur de droit international à l'Université de Milan (depuis 1976)
- Doyen de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Milan (1981-1984)
- Vice-Recteur de l'Université de Milan (depuis 1984)
- Directeur de l'Institut de droit et politique internationale (1980-1984), de l'Institut de droit international privé (1986-1987), de l'Institut de droit international (1991-1994) de l'Université de Milan
- Directeur de l'Ecole de spécialisation en droit et économie des Communautés européennes de l'Université de Milan (depuis 1989)
- Membre du Comité consultatif des sciences juridiques du Conseil universitaire national (1981-1987)
- Membre de la Commission du Ministère de la justice pour la réforme du droit international privé (1985-1989)
- Directeur de la Rivista di diritto internazionale privato e processuale
- Membre du Comité scientifique des revues suivantes : La Comunità internazionale; Diritto comunitario e degli scambi internazionali; I diritti dell'uomo. Cronache e battaglie; Comunicazioni e studi; Relazioni internazionali
- Cours à l'Académie de droit international de La Haye : 1983, 1993 (cours général de droit international privé); directeur d'études à l'Académie (1981)
- Cours à l'Institut universitaire international de Luxembourg (1979), à l'Ecole de spécialité en droit des organisations internationales de l'Université de Parme (1981-1983), à la Johns Hopkins University, Bologna Center (1983-1984); à la Faculté de sciences diplomatiques et internationales de Gorizia (1989-1993); à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique (1994); à l'Ecole et à la Faculté de relations publiques de l'IULM de Milan (depuis 1987)

- Membre du Comité des droits de l'homme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (depuis 1985); Vice-Président (1987-1988), Rapporteur (1989-1990), Président (1991-1992), Rapporteur spécial pour les nouvelles communications (depuis 1995)
 - Représentant spécial du Haut Commissaire des droits de l'homme des Nations Unies pour une visite en Tchétchénie (1995)
 - Membre du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme pour l'élaboration d'un projet de déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités (1991)
 - Conférencier invité à plusieurs séminaires organisés par le Centre des droits de l'homme des Nations Unies en plusieurs pays : Lomé, 1988; Kigali, 1988; Moscou, 1988, 1989, 1991; Conakry, 1989; Banjul, 1989; Tokyo, 1989; Ottawa, 1990; Belgrade, 1990; Sofia, 1990; Barcelone, 1992; Jakarta, 1993; Tunis, 1994; Turin, 1994
 - Conseiller juridique de la délégation italienne aux sessions 38ème à 41ème, 45ème à 49ème de l'Assemblée générale des Nations Unies (1983-1986, 1990-1994)
 - Membre de la délégation italienne à la XIVème session de la Conférence de La Haye de droit international privé (1980)
 - Délégué italien à la Commission bâtiment de l'Organisation européenne des brevets, Munich (1980-1981)
 - Conseiller juridique de la délégation italienne au Comité des Nations Unies pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et membre du Sous-Comité juridique (1984-1995)
 - Membre de la délégation d'Unidroit à la XVIème session de la Conférence de La Haye de droit international privé (1988)
 - Membre du Conseil scientifique du programme "Alfa" de l'Union européenne (America Latina Formación Académica)
- * * *
- Membre de la Commission italienne des droits de l'homme (Commissione per i diritti umani presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri)
 - Membre du Conseil national de la société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) et Président de la section de Milan
 - Membre du Conseil scientifique de l'Institut pour la promotion de l'arbitrage (ISDACI), Milan
 - Membre du Conseil scientifique de l'Institut pour les études de politique internationale (ISPI), Milan

- Membre du Conseil de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo)
- Membre de la Société italienne de droit international
- Membre de l'ASIL, de l'ILA ainsi que d'autres associations scientifiques

Publications principales

(Une liste complète des ouvrages et des articles publiés par le candidat est disponible au secrétariat)

- Diritto delle Comunità europea (1973), 4ème édition, Milan, 1991
(Traduction albanaise : E drejta e Komunitete se europiane, Tirana, 1995)
- Diritto comunitario del lavoro, Padoue, 1983
(Traduction espagnole : Derecho comunitario del trabajo, Madrid, 1988)
- La protection de la partie faible en droit international privé, Recueil des cours de l'Académie de La Haye, 1984
- Codice delle convenzioni di diritto internazionale privato e processuale (avec M. Guiliano et T. Treves), 2ème édition, 1981
- Codice delle convenzioni di diritto sulla giurisdizione et l'esecuzione delle sentenze nella CEE, Milan, 1980
- Norme fondamentali della Comunità economica europea (éd. avec M. Tamburini), 7ème édition, Milan 1994
- La politiche delle Comunità europea (éd.), Milan, 1986
- La convenzione di Bruxelles sulla giurisdizione e l'esecuzione delle sentenze, 3ème éd., Milan, 1995
- Il regime giuridico internazionale dello spazio (éd. avec F. Francioni), Milan, 1993
- Il trattato di Maastricht sull'Unione europea (éd. avec C. Secchi), Milan, 1992

Articles et essais en matière de droit international public et privé, publiés en différentes revues italiennes et étrangères, dont plusieurs traitant de problèmes relatifs à la protection des droits de l'homme, parmi lesquels les suivants :

- "A propos de l'invocabilité de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux termes du Protocole facultatif", dans Verfahrensgarantien im nationalen und Internationalen Prozessrecht. Festschrift Franz Matscher, Vienne, 1993

- "Recent Developments in International Procedures for the Protection of Human Rights", dans Law at the Turn of the 20th Century, Thessalonique, 1994; aussi dans Prospects for Reform of the United Nations System, Padoue, 1993
- "Il contributo italiano alla protezione dei diritti umani nel sistema delle Nazioni Unite", dans L'Italia e i diritti umani (S. Marchisio et F. Raspadori éd.), Padoue, 1995
- "Codification of Human Rights Law by the United Nations", dans Perspectives on International Law (N. Jasentuliyani éd.), La Haye, 1995
- "Crossover Linkages and Overlaps between Crime Prevention and Criminal Justice and Human Rights", and The Contributions of Specialised Institutes and NGOs to the United Nations Criminal Justice Program (Ch. Bassiouni éd.), La Haye, 1995

M. Victor Ramanitra (Madagascar)

Date et lieu de naissance : 1er juin 1923 à Antananarivo

Fonction actuelle : Inspecteur au Ministère de la justice

Diplôme universitaire : Licence en droit

Carrière administrative

- 1946 : entrée dans l'Administration française comme secrétaire rédacteur
- 1952 : entrée dans la magistrature française
- 1961 : entrée dans la magistrature malgache comme substitut général près la cour d'appel de Madagascar
- Octobre 1961 : nomination comme procureur général près la cour d'appel de Madagascar
- Mars 1975 : nomination comme conseiller technique au Ministère de la justice, puis comme inspecteur jusqu'à ce jour

Activités juridiques

- 1952 : chargé de cours à l'école de droit d'Antananarivo.
A continué cet enseignement jusqu'à mars 1975 (l'université a remplacé l'école en 1962)
- De 1964 à 1974 : responsable de la formation pratique des magistrats.
A participé lui-même à la formation en matière de droit processuel
- 1968, 1969 : a enseigné la procédure pénale à l'école des gradés de la gendarmerie à Moramanga
- 1969 à ce jour : Vice-Président de l'Institut international de droit d'expression et d'inspiration française (IDEF)

A participé à ce titre à la plupart des congrès de cet institut dont les thèmes portaient souvent sur les droits de l'homme.

- Paris 1984 : le droit hospitalier
- Paris 1989 : le droit du travail
- Montréal 1992 : protection juridique et sociale de l'enfance
- Etc.

- 1984 à 1992 : membre du Comité de l'ONU pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance

A participé à ce titre à trois réunions de ce comité à Vienne

- Octobre 1989 : a participé au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants à La Havane (Cuba)
- 1992 et 1993 : a représenté son pays à la Commission de l'ONU pour la prévention du crime et la justice pénale à Vienne
- 1969, 1971, 1973 : a participé à Addis-Abeba, à Paris et à Genève à des séminaires sur les droits de l'homme

Ecrits

A prononcé de nombreux discours aux audiences solennelles de rentrée de la cour d'appel, discours reproduits dans divers ouvrages juridiques, Penant, Annales de l'Université de Madagascar (sur la peine de mort, sur la répression de la sorcellerie à Madagascar, etc.)

A écrit une dizaine de communications dans la revue de l'IDEF "Revue juridique et politique et indépendance"

Autres activités

De 1962 à 1974 : Président de la Fédération malgache d'athlétisme

De 1964 à 1974 : Vice-Président et Président du Comité olympique malgache

M. Martin Scheinin (Finlande)

Professeur de droit constitutionnel à l'Université d'Helsinki (Finlande)

Né à Helsinki (Finlande) en 1954

Etudes et expérience professionnelle

- 1982 Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Turku
- 1985-86 Secrétaire adjoint au Parlement
- 1987 Licencié en droit, Université de Turku
- 1991 Docteur *iuris*, Université d'Helsinki
- 1992 Conseiller spécial au Ministère de la justice
- 1992 Maître de conférences de droit constitutionnel à l'Université d'Helsinki
- 1993 Professeur de droit à l'Université d'Helsinki
- 1993-94 Professeur invité à l'Université de Tartu (Estonie) dans le cadre du programme de coopération "Eurofaculty"
- 1995 Maître de conférences de droit constitutionnel et de droit international à la Abo Akademi
- 1982-83, 1989-92 et 1992-93
- Secrétaire des trois commissions gouvernementales constituées en vue de la réforme constitutionnelle, y compris la Commission des droits fondamentaux qui a rédigé le nouveau chapitre II de la Constitution finlandaise, entrée en vigueur le 1er août 1995
- Depuis 1988 Membre du Conseil consultatif finlandais pour les droits de l'homme (Vice-Président depuis 1993)
- 1991-94 Expert extérieur permanent du Ministère de la justice en matière de droit constitutionnel et de droit international
- 1993-94 Membre d'un groupe de travail sur les priorités en matière de soins de santé
- Depuis 1993 Membre d'un groupe de travail sur les questions se rapportant au VIH
- Depuis 1994 Expert auprès de la Commission nationale finlandaise contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance

- Depuis 1995 Président de la Ligue finlandaise pour les droits de l'homme (affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme) et membre du Conseil des sections finlandaises de la Commission internationale de juristes et du Groupement pour les droits des minorités
- Depuis 1987 Conseil auprès de plusieurs personnes pour des cas touchant aux droits de l'homme devant les tribunaux nationaux et des organes internationaux

Principales publications

- 1991 Ihmisoikeudet Suomen oikeudessa [Les droits de l'homme dans la législation finlandaise, thèse de doctorat] (avec un résumé en anglais). Association des juristes finlandais
- 1993 "A comparative Study on the Monitoring Mechanisms and the Important Institutional Frameworks for Human Rights Protection within the Council of Europe, the CSCE and the European Community" (en coopération avec Merja Pentikäinen). Dans Arie Bloed, Liselotte Leicht, Manfred Nowak & Allan Rosas (sous la direction de), *Monitoring Human Rights in Europe; Comparing International Procedures and Mechanisms*. Kluwer Academic Publishers
- 1994 "Direct Applicability of Economic, Social and Cultural Rights: A Critique of the Doctrine on Self-Executing Treaties". Dans Krzysztof Drzewicki, Catarina Krause et Allan Rosas (sous la direction de), *Social Rights as Human Rights: A European Challenge*. Abo Akademi Institute for Human Rights
- 1994 Coauteur dans Asbjorn Eide, Catarina Krause and Allan Rosas (sous la direction de), *Economic, Social and Cultural Rights: A Textbook*. Martinus Nijhoff Publishers
- 1995 Auteur général et coauteur dans *International Human Rights Norms in the Nordic and Baltic Countries*. Kluwer Law International

M. Issa G Shivji (Tanzanie)

Date de naissance : 15 juillet 1946
Lieu de naissance : Kilosa (Tanzanie)
Situation familiale : marié
Nombre d'enfants : 2

1. Etudes

1982 doctorat - Université de Dar es-Salaam
1971 maîtrise en droit - Université de Londres (LSE)
1970 licence en droit (Hons.) - Université d'Afrique de l'Est

2. Qualifications professionnelles

Avocat auprès de la Haute Cour et de la cour d'appel de Tanzanie depuis septembre 1977

Avocat auprès de la Haute Cour de Zanzibar depuis 1989

3. Appartenance à des organisations professionnelles

Membre de la Tanganyika Law Society depuis 1977

Membre du Conseil d'administration de la Tanganyika Law Society 1979-1980
1983-1986
1994-1995

Membre du Comité permanent sur le droit de la Tanganyika Law Society
1983-1986

Président du Comité permanent sur le droit de la Tanganyika Law Society
1990-1991

Membre du Comité d'aide juridique de la Tanganyika Law Society
1986-1988

Membre du Comité de rédaction de la constitution de la Law Association of Tanzania
1986

Secrétaire du Centre professionnel tanzanien
1980-1981

Président du Comité ad hoc sur la réforme de la pratique juridique privée de la Commission tanzanienne pour la réforme du droit
1984-1986

Conseiller juridique honoraire de la Tanzania Society (Publie les Tanzania Notes and Records)
Depuis 1985

4. Expérience professionnelle

Professeur à l'Université de Dar es-Salaam depuis le 1er juillet 1986	
Directeur du Département de la théorie juridique	1985-1987 1988-1991
Président du Comité des études supérieures de droit	1986-1987 1988-1991
Rédacteur en chef de la <u>UDASA Newsletter</u>	1983-1984
Rédacteur en chef de la <u>Eastern Africa Law Review</u>	1972-1974 1983-1984
Rédacteur au <u>TAAMULI</u> (Département des sciences politiques)	Depuis 1984
Rédacteur de l' <u>African Review</u> (Département des sciences politiques)	Depuis 1984
Rédacteur, IDS Maendeleo Series (Institut des études de développement)	1984
Membre du Comité d'enquête sur l'arrestation des étudiants (Comité Sarungi)	1989
Président du Comité de rédaction de la Déclaration de Dar es-Salaam sur la liberté universitaire et la responsabilité sociale des universitaires	1990
Président du Conseil d'administration de la Tanzania Breweries Ltd.	1986-1987
Président de la Commission présidentielle d'enquête sur les questions foncières (Tanzanie)	1991-1992
Directeur de la International Third World Legal Studies Association (Etats-Unis d'Amérique)	1983-1989
Chercheur invité à El Colegio de Mexico,	avril-juillet 1982
Professeur invité à la faculté de droit de l'Université du Zimbabwe	1987-1988
Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Warwick (Royaume-Uni)	1993-1995
Boursier Fulbright, Université de Californie à Berkeley (Etats-Unis)	juillet-octobre 1984
Membre du Conseil consultatif de la rédaction de la Eastern Africa Social Science Research Review (Addis-Abeba)	Depuis 1987

Président du Comité de rédaction de la Déclaration de Kampala sur la liberté intellectuelle 1990

Membre du Conseil consultatif de la rédaction du Social & Legal Studies: An International Journal (Sage) Depuis 1991

Conseiller éditorial du Development in Practice (Revue de l'Oxfam) 1995

Membre de la Mission du PNUD de mai 1994 en Erythrée chargée d'aider la Commission agraire érythréenne en matière de création de capacités

5. Principales publications

(Une liste complète des ouvrages et articles écrits par le candidat est disponible au secrétariat)

1993 Intellectuals at the Hill: Essays and Talks, 1968-1993
(Dar es-Salaam : DUP) viii + 270 p.

1991 (sous la direction de et auteur) State and Constitutionalism: An African Debate on Democracy (Harare : SAPES) vi + 287 p.
sous la direction de : p. 27 à 54 et 253 à 260

1989 The Concept of Human Rights in Africa (Dakar : CODESRIA)
vii + 126 p.

M. Gintaras Švedas (Lituanie)

Date et lieu de naissance : 8 février 1964 à Vilnius (Lituanie)
Situation familiale : Marié

Formation : Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Vilnius (1989); cours de droit à l'Université de Southampton (Angleterre) (1993); docteur en droit (1993)

Spécialisation : Droit pénal, droit de l'application des peines, législation applicable aux droits de l'homme. Auteur de plusieurs publications

Langues : Lituanien, anglais et russe

Activités professionnelles

1989-1993 Assistant au département de droit pénal de la faculté de droit de l'Université de Vilnius

Depuis 1993 Assistant principal au département de droit pénal de la faculté de droit

1990-1993 Conseiller auprès du Comité d'Etat et de la législation du Seimas (Parlement)

Depuis 1993 Secrétaire d'Etat au Ministère de la justice

Depuis 1995 Agent gouvernemental de la République de Lituanie auprès de la Commission européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme

Autres activités

Membre de la Commission sur la citoyenneté auprès du Président de la République de Lituanie

Vice-Président du Groupe de travail chargé de préparer la ratification de la Convention européenne des droits de l'homme

Vice-Président du Groupe de travail chargé de préparer le projet de code de l'application des peines

Membre du Groupe de travail chargé de préparer le projet de code pénal

M. Danilo Türk (Slovénie)

Données personnelles :

Né à Maribor (Slovénie) le 19 février 1952. Etudes secondaires à Maribor, avec mention

Diplômé de la faculté de droit de l'Université de Ljubljana avec mention (1975)

Maîtrise de droit de l'Université de Belgrade (1978)

Doctorat en droit de l'Université de Ljubljana (1982)

Langues : Slovène, allemand, anglais, français, serbo-croate

Fonction actuelle :

Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Enseignement et recherche :

1978-1988 : Professeur assistant en droit international à la faculté de droit de l'Université de Ljubljana

1983-1992 : Directeur de l'Institut de droit international et des relations internationales de la faculté de droit de l'Université de Ljubljana. Recherche en droit international, en particulier les droits de l'homme, l'utilisation de la force par les Etats, et les réglementations internationales applicables aux échanges et aux investissements

Depuis 1988, Professeur de droit international et des organisations internationales à la faculté de droit de l'Université de Ljubljana

1987 : Professeur invité à l'Institut des droits de l'homme d'Oslo (Norvège)

1992 : Participation à un cours spécialisé sur la protection des minorités en Europe à l'Académie européenne du droit de Florence (Italie)

1993 : Participation à un cours spécialisé sur les droits de l'homme à l'Université de Buffalo, Université d'Etat de New York

1994 : Participation à un cours spécialisé sur la protection des minorités et le droit international, à l'Université de Paris II Panthéon - Assas

Appartenance à des organisations professionnelles :

Depuis 1990, Président de l'Association slovène de droit international

Travaux dans le domaine des droits de l'homme :

1988-1992 : Cofondateur et Vice-Président du Conseil pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales en Slovénie

Depuis 1988, participation à diverses activités de la Fédération internationale Helsinki pour les droits de l'homme, d'Amnesty international, de la Commission internationale des juristes et de Human Rights Watch

Depuis 1989, Membre de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)

Participation aux organes d'experts de l'ONU :

1981-1984 : Membre du Groupe de travail sur le droit au développement

1985-1988 : Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

1988-1992 : Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et de ses groupes de travail sur a) la détention et b) les populations autochtones

1988-1992 : Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur a) la liberté d'expression et b) la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

1990 : Président de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Autres activités pertinentes à l'ONU :

1992-1996 : Chef adjoint de la délégation de la Slovénie aux quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale

1993 : Chef adjoint de la délégation de la Slovénie à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne

Depuis 1994, Président du Groupe de travail de la Troisième Commission de l'Assemblée générale

Quelques publications récentes :

The Realization of Economic, Social and Cultural Rights, Rapport final par D. Türk, Rapporteur spécial (séries de quatre rapports à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités E/CN.4/Sub.2/1989/19; E/CN.4/Sub.2/1990/19; E/CN.4/Sub.2/1991/17 et E/CN.4/Sub.2/1992/8);

Le droit des minorités en Europe dans Henri Jordan (sous la direction de), Les minorités en Europe, Droits linguistiques et Droits de l'homme, Editions Kimé, Paris 1993, p. 447 à 469

International Mechanisms for the Monitoring and the Protection of Minority Rights: Their Advantages, Disadvantages and Interrelationships (avec Gudmundur Alfredsson) dans Monitoring Human Rights in Europe, Arie Bloed et al. (sous la direction de), Nijhoff, Dordrecht, 1993

Protection of Minorities in Europe, Collected Courses of the Academy of European Law, Vol. III, Book 2, p. 143 à 206, Kluwer, 1994

M. José Urrutia (Pérou)

Formation

- Licence en relations internationales de l'Académie diplomatique du Pérou
- Licence en droit de l'Université catholique du Pérou
- Licence en lettres de l'Université catholique du Pérou

Langues

- Espagnol, anglais, français, italien

Expérience professionnelle

- Représentant permanent du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève depuis février 1993
- Directeur général des affaires multilatérales au Ministère des relations extérieures du Pérou
- Directeur général pour la lutte contre la drogue, et pour le développement durable, les droits de l'homme et l'environnement au Ministère des relations extérieures du Pérou
- Ambassadeur du Pérou en Yougoslavie et en Albanie
- Représentant permanent suppléant du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- Fonctionnaire à la Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York
- Directeur des organismes internationaux au Ministère des relations extérieures du Pérou
- Fonctionnaire à l'Ambassade du Pérou au Japon
- Fonctionnaire à l'Ambassade du Pérou en France

Derniers postes occupés

- Président du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé d'élaborer un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (depuis 1995)
- Vice-Président de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme (1994)

- Vice-Président du Comité intergouvernemental de négociation chargé d'élaborer une Convention internationale sur la lutte contre la désertification (depuis 1992)
- Chef adjoint de la délégation du Pérou à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993
- Membre du Comité exécutif de l'Organisation internationale pour les migrations (depuis 1995) et membre de la Commission de recours de l'Organisation internationale pour les migrations (depuis 1994)
- Président suppléant de la délégation du Pérou aux sessions de la Commission des droits de l'homme depuis 1993
- Président de la délégation du Pérou aux sessions de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités depuis 1993
- Membre de la délégation du Pérou aux sessions de l'Assemblée générale de l'ONU de 1978 à 1986
- Chef de délégation lors de nombreuses réunions consacrées aux droits de l'homme, à l'environnement, au désarmement, au commerce et au développement

M. Vilenas Vadapalas (Lituanie)

Né en 1954 à Vilnius (Lituanie)

Formation

- 1961-1972 : Etudes primaires et secondaires à Vilnius (Lituanie)
1972-1977 : Faculté de droit de l'Université de Vilnius (Lituanie)
1982 : Doctorat en droit de l'Université de Moscou (sujet de la thèse : Les circonstances excluant la responsabilité internationale des Etats)
1995 : Doctorat en droit de l'Université de Varsovie (sujet de la thèse : La mise en oeuvre de la responsabilité internationale des Etats)
de 1978 à aujourd'hui : Successivement assistant, étudiant en doctorat, assistant principal, maître de conférences et président, Département de droit international et de droit comparé de l'Université de Vilnius

Expérience juridique, scientifique et pratique

- 1989-1990 : Président du groupe d'experts juridiques de la Commission parlementaire du Soviet suprême de la République socialiste soviétique de Lituanie sur les conséquences juridiques des traités secrets soviéto-germaniques de 1939-1941 pour la République de Lituanie
Depuis 1991 : Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de Lituanie
1991-1993 : Membre de la délégation lituanienne aux négociations entre la Lituanie et la Russie sur le retrait de l'armée russe de Lituanie
1991-1993 : Conseiller pour les affaires étrangères du Premier Ministre de Lituanie; envoyé spécial du Gouvernement lituanien pour les négociations avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Londres), le Gouvernement suisse (Berne), et l'Organisation internationale du Travail (Genève)
1993 : Avocat stagiaire, Norton Rose Law Firm (Londres)
1994 : Conseiller d'Etat pour les affaires étrangères
1995 : Directeur du Centre lituanien pour les droits de l'homme
Depuis 1995 : Expert juridique du Ministère des affaires étrangères (négociations sur les délimitations frontalières et maritimes avec la Lettonie et la Russie)
Depuis 1996 : Avocat, membre du barreau de Lituanie (Cabinet d'avocats K. Stungys)
1987 : Stagiaire à l'Institut des hautes études internationales de l'Université de Paris II
1988 : Diploma fellow, Académie de droit international de La Haye, Centre des études
1990 : Max Planck Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht
1992 : Stagiaire à l'Institut suisse de droit comparé (Lausanne)

Langues parlées

Lituanien, allemand, anglais, français, polonais et russe

Marié, un enfant.

Aperçu des publications

- La mise en oeuvre de la responsabilité internationale de l'Etat. Lausanne/Disentis : Stampa Komontscha, 1994, 196 p.
- L'intérêt pour agir en responsabilité internationale - Polish Yearbook of International Law 1993, p. 17 à 35
- Aspects de processus de la responsabilité internationale - Polish Yearbook of International Law 1994, p. 87 à 104
- Opinion of the Constitutional Court of Lithuania in the Case Concerning the Conformity of the European Convention of Human Rights with the Constitution of Lithuania - Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht. 1995, Band 55, Nr 4, S.1077-1094
- Incorporation and Implementation of Human Rights in Lithuania. In: M. Scheinin (ed). International Human Rights Norms in the Nordic and Baltic Countries. Dordrecht, etc. : Kluwer, 1996, p. 111 à 167

M. Maxwell F. Yalden (Canada)

- A. Date et lieu de naissance : 12 avril 1930, Toronto (Ontario)
- B. Situation de famille : Marié, deux enfants
- C. Formation : 1958 Etude de la langue russe, Université de Cambridge
1956 Ph.D. Université du Michigan
1954 M.A. Université du Michigan
1952-53 Etudes de troisième cycle, Université de Paris
1952 B.A. (avec mention), Université de Toronto
- D. Thèse de doctorat : *The Influence of Language on Perception and Thought*
"L'influence de la langue sur la perception et la pensée"
- E. Bourses d'études, bourses universitaires et distinctions :
- 1995 Médaille d'honneur "Good Servant Medal", Conseil canadien des chrétiens et des juifs
- 1993 The International Human Rights Awards, International Association of Official Human Rights Agencies
- 1992 Médaille commémorative du cent vingt-cinquième anniversaire de la Confédération du Canada
- 1988 Officier, Ordre du Canada
- 1986 Commandeur, Ordre de la Pléiade (Association des parlementaires de langue française)
- F. Expérience professionnelle
- 1987 Président de la Commission canadienne des droits de la personne
- 1984 Ambassadeur du Canada en Belgique et au Luxembourg
- 1977 Commissaire aux langues officielles
- 1973 Sous-Ministre des communications, Ministère des communications
- 1969 Sous-Secrétaire d'Etat adjoint, Secrétaire d'Etat
- 1967 Conseiller spécial auprès du Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, Ministère des affaires extérieures, OTTAWA
- Chargé des relations fédérales-provinciales et de la francophonie
- 1965 Conseiller, Ambassade du Canada, Paris
- 1963 Premier Secrétaire, Ambassade du Canada, Paris
- 1960 Ministère des affaires extérieures, Ottawa

- 1958 Deuxième Secrétaire, Ambassade du Canada, Moscou
- 1956 Entre au Ministère des affaires extérieures, Ottawa

G. Publications

En sa qualité de président de la Commission canadienne des droits de la personne, M. Yalden est chargé de la production d'une série de rapports annuels présentés au Parlement sur les questions liées aux droits de la personne et d'évaluer le rendement des organismes sous réglementation fédérale dans ce domaine. En outre, en tant que Commissaire aux langues officielles, il a publié sept rapports annuels constituant un examen complet des questions liées aux langues au Canada pendant la période allant de 1977 à 1984 et une évaluation des progrès réalisés dans ce domaine par le gouvernement fédéral, les provinces, les autorités du monde de l'enseignement et le secteur privé. En sa qualité de sous-ministre des communications, il a collaboré étroitement aux études des politiques intitulées *Vers une politique nationale* de la télécommunication (Ministère des communications, 1973) et *Télécommunications : quelques propositions fédérales* (Ministère des communications, 1975). Au cours de sa carrière de fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères, M. Yalden a rédigé un livre blanc intitulé *Fédéralisme et relations internationales* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968) et il a été l'auteur principal d'un deuxième livre blanc publié sous le titre *Fédéralisme et conférences internationales sur l'éducation* (Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968).

Articles choisis

- 1995 Compte rendu de Ethnicity and Human Rights in Canada, 2e ed., par Evelyn Kallen (décembre 1995) 21 : 4 *Analyse de politiques*
- 1994 "The relationship between Human Rights and Language Rights", Etude juridique en l'honneur de Jean Beetz, Revue juridique Thémis, mars 1994
- 1993 "Collective Claims on the Human Rights Landscape: A Canadian View", International Journal on Group Rights, 13 à 21, 1993
- 1992 "The Duty to Accommodate - A View from the Canadian Human Rights Commission", Canadian Labour Law Journal, automne 1992
- 1991 Préface, Les communautés francophones et acadiennes du Canada face au pluralisme, Stacy Churchill et Isabel Kaprielian-Churchill, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

H. Allocutions choisies

(Une liste complète est disponible au secrétariat)

- 24 mars 1995 "Les droits de la personne : nouveaux défis, nouvelles perspectives"
Première conférence canadienne sur la réforme de l'ONU,
Montréal (Québec)

- 23 février 1995 Allocution prononcée devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, Genève (Suisse)
- 9 décembre 1994 "Le moment ou jamais : appuyer les infrastructures nationales des droits de la personne", Comité canadien du cinquantième anniversaire des Nations Unies, Ottawa (Ontario)
- 9 septembre 1993 "La langue, les droits de la personne et le nouvel ordre mondial", Conférence sur "Le multilinguisme dans un monde interdépendant" organisée par l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario et l'Institut Goethe, Toronto (Ontario)
- 5 novembre 1992 "Human Rights in Transition: the Former Soviet Union and Eastern Europe", Carleton University Research Centre for Canada and the Soviet Successor States, Ottawa (Ontario)

I. Réunions internationales choisies

(Une liste complète est disponible au secrétariat)

- Juillet 1995 Pologne, Autriche, Belgique et France : Rencontre avec des représentants de l'OSCE, de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe pour discuter des efforts à déployer pour promouvoir la création et le renforcement des infrastructures des droits de la personne
- Mai 1995 Roumanie : a présidé la délégation canadienne à une conférence de l'OSCE sur la tolérance
- Avril 1995 Manille : a assisté au troisième atelier international des institutions nationales des droits de la personne
- Février 1995 Genève : allocution devant la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies; a présidé une réunion du Comité de coordination des institutions nationales
- Février 1994 Genève : a assisté à la réunion du Comité de coordination des institutions nationales qui s'est tenue lors de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies
